

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

328

EXEMPLAIRE

N°

COPY

ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH
27th May, 1970

NATO SECRET
CORRIGENDUM to
VERBATIM RECORD
C-VR(70)28
PART II

Corrigendum to verbatim record C-VR(70)28, Part II
dated 26th May, 1970

Owing to a breakdown in the recording apparatus, some of Mr. Pipinelis' statement was omitted from the verbatim record (C-VR(70)28, Part II).

Accordingly, pages 54-59 of C-VR(70)28, Part II should be destroyed and the attached pages substituted.

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS
27 mai 1970

NATO SECRET
RECTIFICATIF au
VERBATIM
C-VR(70)28
PARTIE II

Rectificatif au Verbatim C-VR(70)28, Partie II du 26 mai 1970

Par suite d'une panne de l'appareil d'enregistrement, certaines parties de la déclaration de M. Pipinelis ne figurent pas dans le Verbatim C-VR(70)28, Partie II.

En conséquence, les pages 54 à 59 du C-VR(70)28, Partie II doivent être détruites et remplacées par les pages ci-jointes.

NATO,
Rome.

NATO SECRET

M. PIPINELIS (Suite)

Le fait qu'à la base de la détérioration de la situation en Méditerranée se trouve la présence navale soviétique, démontre l'évidence qu'on ne peut éliminer les effets de cette présence sans parer aux dangers qu'elle comporte. C'est donc surtout par des moyens militaires, sous forme de renforcement de la présence navale de l'OTAN, de sa valeur de dissuasion et de sa vigilance, que le rapport des contingences préjudiciables aux intérêts politiques de l'Alliance pourrait être renversé à son avantage.

Je voudrais maintenant faire quelques remarques au sujet de la "Mission de surveillance" du Secrétaire général.

Dans l'esprit du maintien de la solidarité de l'Alliance, le gouvernement hellénique s'est efforcé, au cours des mois écoulés, premièrement de contribuer, dans la mesure de ses possibilités, au progrès des entretiens intra-chypriotes, deuxièmement, de maintenir le contact permanent avec le gouvernement turc, troisièmement, de s'abstenir de tout acte ou déclaration risquant de nuire au climat de détente, tant à Chypre qu'entre la Grèce et la Turquie.

Nous croyons en effet que ces trois éléments doivent constituer la base permanente de notre conduite mutuelle.

Tout d'abord, parce que les récents événements de Chypre ont montré une fois encore, si besoin en était, que la situation demeure fragile et précaire et que, par conséquent, nous devons tous ajouter nos efforts à ceux des négociateurs chypriotes pour que ceux-ci puissent arriver le plus tôt possible à une solution obtenue dans un esprit de conciliation.

Ensuite, parce que le manque de contacts entre les gouvernements de la Grèce et de la Turquie dans une période de tension peut conduire à de fâcheux ralentissements, ce que nous devons à tout prix éviter.

A cet égard, je ne puis que rendre hommage aux efforts inlassables et à la sérénité reconnue par tous de mon collègue et ami M. le Ministre ÇAGLAYANGIL, qui, en faisant preuve de la sérénité que j'ai moi-même tâché de montrer est parvenu à contribuer à la solution de toutes les difficultés que nous avons dû affronter en commun.

Je crois pouvoir assurer que mon Gouvernement a tout fait pour satisfaire à ces trois points essentiels, et je suis certain que le Gouvernement turc, de son côté, fera de son mieux pour appliquer les mêmes règles de notre conduite mutuelle.

M. PIPINELIS (Suite)

Je ne permets d'ajouter - et j'appelle tout particulièrement votre attention sur ce fait - qu'au cours des mois de février et mars, nous avons assisté à deux tentatives à peine déguisées de l'Union soviétique visant à semer la discorde entre nous et à exploiter à ses propres fins les déplorables événements de Chypre. Il est indispensable de tirer nos conclusions de cette manœuvre soviétique et de ne pas faire le jeu de ceux qui veulent affaiblir la cohésion de notre Alliance et de nos rapports bilatéraux.

Pour conclure, il me paraît opportun de répéter ce que j'ai maintes fois eu l'occasion de dire.

Les objectifs et la stratégie du communisme et de l'Union soviétique, qui en est le promoteur, n'ont en rien changé. Leurs visées expansionnistes et leurs ambitions de domination universelle subsistent. S'il y a eu de la part de l'Union soviétique, depuis quelque temps, la démonstration d'une certaine volonté de coopération avec l'Occident, ceci est dû à d'autres motifs, et non pas à un changement de politique. Ceci est peut-être dû aux difficultés auxquelles l'Union soviétique se heurte sur le plan économique intérieur ou sur le plan de ses relations de "maître à client" dans le bloc communiste. Ce peut être dû au différend sino-soviétique, aux rivalités entre les dirigeants ou entre les différents groupes de facteurs qui, par l'évolution même de la société soviétique, ont acquis une importance autonome et un sentiment de puissance qui leur permettent de défendre des idées indépendantes de la ligne du parti communiste.

Enfin, ce changement de tactique peut être dû au calcul des Soviétiques, qui pensent que leurs intérêts seront mieux servis par les tendances qui se manifestent dans les sociétés de plusieurs pays occidentaux, ainsi que par la philosophie anarchique qui semble se répandre rapidement dans le monde. Cet anarchisme n'est pas nécessairement synonyme du communisme. Il peut être nuisible à ce dernier à long terme, mais pour le moment, il s'applique à saper les structures essentielles des sociétés occidentales, ce qui est évidemment dans l'intérêt du communisme.

Ainsi, le défi pour l'Alliance reste le même qu'auparavant. Sa position pour faire face à ce défi ne devrait donc pas changer. La cohésion, la solidarité, la préparation défensive, la garantie de sa sécurité doivent continuer à former les bases solides de l'Alliance. M. le Président, c'est à la faveur de ces conclusions que je vous demande la permission de m'étendre, avec quelques commentaires sur certaines réflexions qui ont été faites au cours de cette séance sur mon pays. Je les aurais passées sous silence si je l'avais pu. J'ai la conscience très profonde de mes propres responsabilités, non seulement envers mon pays, mais envers notre Alliance, dont j'ai été un des soutiens dès les premiers moments de sa formation. Mais je suis obligé de prendre la parole, parce que j'ai entendu des mots auxquels je n'aurais pas voulu croire au début. L'honorable délégué de la Norvège vient de nous dire que la Grèce, par son attitude, enfreint certaines dispositions énoncées dans le préambule au Traité de l'OTAN qui ne prévoit pas seulement la défense commune, mais aussi la défense des libertés démocratiques du monde et que l'opinion publique et le

M. PIPINELIS (Suite)

parlement norvégiens sont très sensibles à ces libertés et qu'il était obligé de faire part à notre Conseil de cette sensibilité. L'honorable délégué du Danemark est allé un peu plus loin ; avec un courage auquel je voudrais rendre hommage, il est allé jusqu'à insinuer que la Grèce, loin de constituer un apport à l'Alliance, constituait une hypothèque, par le fait que, par son système politique, elle enfreignait les doctrines de l'Alliance Atlantique et que, de cette façon, elle semait le trouble dans l'opinion publique mondiale. Je vois dans cette considération un défi pour mon pays et je ne puis pas ne pas y répondre. Je regrette de devoir le faire, et j'aurais bien souhaité ne pas être dans cette obligation. Je voudrais tout simplement, en pleine conscience de mes responsabilités, et envers mon pays, et envers l'Alliance, me borner à ces deux réflexions. D'abord, il n'est pas de la compétence de notre Conseil d'entrer, par quelque porte que ce soit, une toute petite porte ou une grande entrée, dans les affaires intérieures d'un pays. On peut facilement dire qu'il y a un préambule qui prévoit des principes. C'est entendu, et quand il s'agit des principes et du respect de ces principes, il y a certainement unanimité entre nous, et personne n'y objecterait. Mais quand il s'agit de croire que ce respect est dû, non aux principes, mais à certaines formes précises de gouvernement démocratique, auxquelles il faut se plier, qu'il faut reconnaître et adopter comme siennes, dans n'importe quel autre pays, alors il ne s'agit plus de principes. Il s'agit d'une acceptation d'une certaine forme de gouvernement, et par conséquent, ouvertement, publiquement, d'une intervention directe dans les affaires intérieures de cet Etat. Nous nous refusons à cette interprétation, et je crois, M. le Président, que c'est une attitude que n'importe quel autre pays aurait prise à cet égard. C'est une attitude ingrate et dangereuse. Un vieil adage français dit "Qui trop embrasse mal étreint". C'est un adage qui est tout aussi valable dans les réunions galantes que dans les réunions diplomatiques mondiales. C'est là ma première réflexion.

La seconde consiste à me demander quels sont les principes qu'on invoque. N'y a-t-il que le principe démocratique ? Non. Le préambule, le Traité, parle de plusieurs principes. Il ne s'agit pas seulement du principe démocratique. Il s'agit des principes du bien-être des Etats, de la sécurité, de la stabilité politique de ces Etats, et surtout de leur défense. Lesquels de ces principes ont la priorité ? Lequel doit-il prévaloir sur les autres à un certain moment de l'avis de ces Etats ? Voilà la question politique que nous avons à trancher. Permettez-moi de vous dire que dans les circonstances actuelles du monde, quand nous sommes en présence d'un danger aussi imminent, quand s'amoncellent à l'horizon des menaces que nous sommes unanimes à reconnaître, il y a de l'hypocrisie à parler d'autres principes que du principe de la défense, et sur ce point - excusez mon langage direct - la Grèce n'a rien à apprendre. Quand il s'agit de la défense, de la décision de faire face et du sacrifice à la cause commune, la Grèce n'a pas de leçons à recevoir. Permettez-moi, Messieurs, de vous retenir quelques secondes encore, et j'aurai terminé.

M. PIPINELIS (Suite)

Cette allusion, qui m'a blessé au cœur, m'a remis en mémoire un incident de la dernière guerre. C'était dans les premiers jours du mois de mai 1941. Les armées hitlériennes avaient envahi la Bulgarie et étaient en train d'encercler l'armée hellénique qui se défendait en Epire contre les armées fascistes. Le gouvernement britannique, le seul à combattre à ce moment, avait déclaré au début qu'il était prêt à venir à notre secours. Le Président Winston Churchill avait déjà esquissé un plan qui consistait à envoyer une grande partie de ses forces en Egypte et en Grèce, sous la forme d'un corps expéditionnaire. Quelques jours après, sur l'avis du Conseil des chefs d'état-major britanniques, cette idée a été abandonnée, les chefs d'état-major ayant rappelé à Churchill que les forces étaient insuffisantes, et pour s'opposer aux armées hitlériennes en Grèce, et pour défendre l'Egypte, et qu'en voulant défendre les deux fronts, on risquait de les perdre tous les deux. Sur quoi, Churchill envoie son Ambassadeur à Athènes un télégramme dans lequel il disait notamment ceci : "We must liberate Greeks from feeling bound to reject the German ultimatum. If on their own they resolved to fight, we must to some extent share the ordeal, but rapid German advance will probably prevent any appreciable British imperial forces from being engaged to stop of Greece and Balkans by no means a major catastrophe for us." Quelques jours après, l'Ambassadeur britannique répond ce qui suit : "March 6th, 1941. There is no question of liberating the Greeks from feeling bound to reject the ultimatum. They have decided to fight Germany alone if necessary. The question is whether we help them or abandon them."

Je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve, Messieurs, mais connaissant mon pays, connaissant l'âme du peuple grec, je puis vous donner l'assurance que, quelles que soient les circonstances, ce sera la même réponse qui sortira de l'esprit du pays devant n'importe quel danger. Par conséquent, les insinuations sur l'aide à apporter à la Grèce ont été pour le moins déplacées. Merci, Monsieur le Président.

M. BROSIO

Monsieur le Ministre JONSSON, s'il vous plait.

Mr. JONSSON

Mr. Chairman, at this late hour I shall be very brief. At our meetings in April and December 1969, we confirmed our Governments' intentions to continue their efforts to secure better relations with the Soviet Union and the states of Eastern Europe by exploring which concrete issues best lend themselves to fruitful negotiation and an early resolution.

Since then, all of us have been engaged in such an exploration on a bilateral basis between individual countries and even in a wider framework, as the Four Power talks in Berlin show.

Mr. JONSSON (Contd)

I myself have visited Bulgaria and Rumania this Spring, and my impression, based on conversations with the Bulgarian and Rumanian Ministers, is that they are keenly interested in the holding of a conference of European peace and security, both of them, however, in a rather different way. The Rumanians, for instance, emphasised that such a conference should be very well prepared, and pointed out that they had proposed a preliminary meeting without any fixed agenda in advance, a sort of round table conference to discuss the procedure. Every nation should speak for itself, they said. It seemed as if the Rumanians would not trust anybody else to speak for them or in their name.

We have before us a report by the Permanent Representatives on possible procedures for negotiation.

My Government had hoped that efforts made by member Governments to improve East-West relations through the extensive bilateral contacts made during the last months might lead to an early era of negotiations about the various outstanding European security problems.

The Finns have offered Helsinki as a meeting place for the European Security Conference, when these problems could be discussed multilaterally.

In our view, such a conference could eventually be held with the participation of all member Governments and with a previous assurance of success.

The consultations in the NATO Council have, however, shown that progress towards a general detente in Europe has not been substantial neither in bilateral conversations, including the conversation between the Federal Republic of Germany and the DDR, Poland and the Soviet Union, nor in the quadripartite discussions on Berlin.

The time for a European Security Conference is, therefore, in our opinion, not ripe. We should, however, continue our reports and express the hope in our Communique that further contacts with the East, whether bilateral or multilateral, may in the future show real progress towards a stable relationship in Europe. I am, in this respect, also referring to the SALT talks, the outcome of which is extremely important for the security of Europe and the security of our Alliance as a whole.

At our Reykjavik meeting in 1968, we gave a "signal" to the East on Mutual and Balanced Force Reductions, as a contribution to the reduction of tension in Europe. This call was repeated in Washington and in Brussels in 1969, but so far no response, either from the Soviet Union or from the other East European countries, has been recorded. We have taken the initiative in this important field, and I think we should keep the initiative and intensify our studies of the subject.

Mr. Chairman, I also feel that we should inform the public of the substantive work done in NATO to prepare the Allies for fruitful negotiations with the Eastern European countries, not only on a programme of Mutual and Balanced Force Reductions but as well on all principles which should govern relations between states and on the development of sound and safe international relations. Thank you Mr. Chairman.

(Revised)

NATO SECRET
C-VR(70)28
PART IIMr. BROSIO (Contd)

Thank you very much Mr. Minister.

Would Admiral Henderson add his comments to this question of Mutual and Balanced Force Reductions.

Admiral HENDERSON

Thank you Mr. Chairman.

In the light of the statements made by Ministers today about Mutual and Balanced Force Reductions, I would like to say a brief word about this study as seen from a military point of view and I would add that we believe that this study vitally affects the security of the Alliance and indeed I am sure everybody shares this view.

I am sure that Ministers are aware that the models, the so-called models, that we have so far produced are only a first step, but they do illustrate the complexities associated with developing models for Mutual and Balanced Force Reductions in Central Europe. The military risks of the models developed so far have not yet been thoroughly assessed and this assessment, among other things, must, in our opinion, be completed before we can be satisfied that we have developed a suitable basis for negotiation. The Supreme Allied Commander Europe, General Goodpaster, has already started analysing the military risks of the models thus far developed. It may well be that as a result of this analysis modified approaches to the present models will emerge. While we recognise the possibility, and the hope, that a stable security balance might be found at some reduced level of forces on both sides, I cannot emphasise too strongly the danger of getting too far ahead and imposing further difficulties for the security of NATO.

I would like to recall the words of one of the Ministers last December when he said "I recognise the need to get it right rather than to get it rapid". I believe that action on the military side should continue in this important field of Mutual and Balanced Force Reductions, but, from a military point of view, I must emphasise, that I do not believe we can consider for discussion anything more than exploration of this subject at this time. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. BROSIO

Thank you very much.

Gentlemen, the discussion has been very interesting and very full and has gone on till a late hour. As you know we are all invited by the Italian Government to the Villa Madama and I think that you will agree with me that we might adjourn now. I will not make any comments or summing up at this stage, if there are any comments to be made or any summing up, I will try to do it tomorrow when we finish or when we open our discussions. The only remark I would make is that the discussion today has succeeded in matching two requirements which were equally important, and which were not too easy to combine: firstly, it has allowed Ministers to comment on the general situation and on the general problems and secondly it has focussed their discussion on the precise question of East-West negotiations, which we have actually to solve and which will be translated into the wording of the Communique which is now being prepared and will be presented to us tomorrow.

Mr. BROSIO (Contd)

I think the Ministers have succeeded in combining the two sets of subjects so that the discussion has been extremely exhaustive and also we have made progress in clarifying the main issues which underlie the wording of the Communique so thereby easing the way for our understanding tomorrow when we discuss this Communique paragraph by paragraph.

I have seen a parenthesis, just to quote an example, with pleasure: in view of certain changes in the position of the British Government the French Government has shown signs of drawing closer to that position so that with some goodwill tomorrow - keeping in mind the requirements of the French position, of course - we may reach the largest possible degree of agreement in the Communique with the French Government also. This, I quote only as an example, as an expression of satisfaction. In any case, the discussion has been positive and **productive**. So I would like now to suggest that tomorrow we meet at 10.00 a.m. if you agree. We start with the two minor items of our Agenda which are Civil Emergency Planning and the Report by the Chairman of the Committee on the Challenges of Modern Society. They will not take very much of our time. Then we proceed immediately to the Communique which in the meantime, I hope, will be ready, possibly with some alternatives, with some brackets, as usual, which will cover the few main issues which still remain to be settled by the Ministers. I would suggest this procedure if you agree with me, and I would adjourn the meeting, calling it for tomorrow here at 10.00 a.m.